

LE MONDE *diplomatique*

> Juin 2019, page 3

LES MÉDIAS BRITANNIQUES TENTENT DE DÉTRUIRE JEREMY CORBYN

Antisémitisme, l'arme fatale

« Incompétent », « espion russe », « dangereux radical », « illuminé »... Le chef du Parti travailliste britannique Jeremy Corbyn aura tour à tour été tout cela, à en croire ses adversaires. Bien qu'aussi infondée que les autres, une accusation semble être parvenue à s'imposer dans les médias dominants : celle d'antisémitisme. Un procédé qui vise à disqualifier d'emblée tout opposant.

PAR DANIEL FINN

La controverse autour de l'antisémitisme qui infesterait le monde politique britannique dépasse désormais les frontières du Royaume-Uni. Le paragraphe d'ouverture d'un article récent du *New York Times* mêlait ainsi l'« antisémitisme profond » du Parti travailliste à la profanation d'un cimetière juif en France pour suggérer que la haine des Juifs « constitue le point de ralliement de familles politiques en général considérées comme éloignées : l'extrême droite, certaines franges de l'extrême gauche, l'islamisme radical européen et diverses fractions des deux grands partis américains (1) ».

La production éditoriale du grand quotidien américain illustre surtout la façon dont les médias traitent de l'antisémitisme supposé des forces de gauche, et en particulier du Parti travailliste de M. Jeremy Corbyn. En octobre 2017, Howard Jacobson décrivait dans une tribune la conférence annuelle du Labour comme un déchaînement de haine, affirmant par exemple que l'une des motions soumises au vote questionnait la réalité de l'holocauste : un mensonge au service duquel le *New York Times* n'a toutefois pas hésité à mettre le prestige dont il jouit encore (2).

Des pratiques de ce genre sont devenues routinières dans les grands médias britanniques — y compris les plus réputés, comme le *Guardian* ou la British Broadcasting Corporation (BBC), qui semblent avoir renoncé à la vérification des informations qu'ils publient dès lors qu'il s'agit de condamner M. Corbyn. Répété à l'envi, leur acte d'accusation — où le faux le dispute à l'outrance — s'est imposé comme une évidence qu'une partie de la population n'interroge même plus.

On voit désormais les mêmes méthodes à l'œuvre ailleurs dans le monde pour discréditer des dirigeants de gauche qui, comme M. Corbyn, sont connus pour leur soutien à la cause palestinienne. Dans l'article précité du *New York Times*, qui assimilait le Parti travailliste britannique au Fidesz du premier ministre hongrois Viktor Orbán (droite radicale), le

journaliste Patrick Kingsley écrivait que la députée démocrate américaine Ilhan Omar avait été «*unanimentement condamnée pour son recours aux stéréotypes antisémites suggérant que la vie politique du pays se trouverait sous l'emprise des lobbys juifs*», avant de lui imputer des liens avec des «*cercles islamistes radicaux*». En réalité, Mme Omar s'était exprimée au sujet de l'American Israel Public Affairs Committee (Aipac), dont l'influence, de notoriété publique, est régulièrement discutée dans les colonnes... du *New York Times*. En revanche, elle n'avait pas dit un mot sur un quelconque «lobby juif» (3) : le quotidien a donc supprimé le passage dans son édition en ligne, mais sans s'embarrasser d'un rectificatif.

Sur quoi reposent exactement les accusations qui pèsent sur M. Corbyn et son parti ? Les députés travaillistes et les commentateurs progressistes sont régulièrement sommés d'entériner l'idée selon laquelle «le Parti travailliste a un problème d'antisémitisme», sans toutefois que ses forfaits soient clairement exposés. Toute manifestation d'antisémitisme constituerait naturellement un problème pour le Parti travailliste, mais le discours dominant ne se contente pas d'évoquer telle ou telle saillie proférée par l'un de ses (nombreux) militants de base : il suggère aussi que, sous la houlette de M. Corbyn, le Labour serait devenu «*hostile aux Juifs*», «*institutionnellement antisémite*». Ses dirigeants formeraient une clique animée par la «*haine des Juifs*», auxquels ils auraient «*déclaré la guerre*»; ils feraient peser sur ceux du Royaume-Uni un «*péril existentiel*» (4). Des accusations jamais étayées, mais davantage diffusées par la presse que les cas concrets de racisme d'État qui affectent la vie de larges pans de la population.

Réquisitoires et invectives

C'est au printemps 2016 qu'a été posée la première pierre de cet édifice minutieusement construit, à un moment où la position de M. Corbyn demeurerait d'autant plus fragile que la nébuleuse de médias alternatifs — qui s'est depuis développée pour le soutenir face aux députés blairistes de son parti — balbutiait (5). À l'époque, la campagne visait à rendre le nouveau dirigeant du Labour responsable de dérives hors de son contrôle (notamment les propos antisémites de la députée Naz Shah, pourtant tenus avant qu'il ne prenne la tête du Labour et que Mme Shah soit élue au Parlement), ou qui n'avaient tout simplement jamais eu lieu — telle la contamination supposée d'un cercle du parti à l'université d'Oxford par l'hostilité aux Juifs, qui s'est révélée fantasmagorique.

Le traitement du sujet par les médias se caractérisait déjà par le refus de replacer les incidents évoqués — réels ou non — dans leur contexte. Au sein d'un parti de plus d'un demi-million de membres, des préjugés antisémites ne peuvent manquer de se manifester. Si les mêmes efforts avaient été déployés pour débusquer les manifestations d'hostilité aux Juifs à l'époque où MM. Anthony Blair, Gordon Brown ou Edward Miliband se trouvaient aux manettes du Labour, nul doute que la démarche se serait révélée fructueuse (même si les preuves auraient sans doute été plus difficiles à obtenir avant l'avènement des réseaux sociaux).

La question centrale n'est donc pas de savoir s'il existe des éléments antisémites dans les rangs du Labour, mais de mesurer leur représentativité et d'apprécier les mesures disciplinaires prises pour répondre au problème. Toutes les analyses sérieuses des pièces du

dossier parviennent à la même conclusion : les poches d'intolérance, réelles, ne concernent qu'une petite proportion des membres ; les efforts, tout aussi réels, de la direction pour les radier ne sont en général pas reconnus par ses adversaires.

M. Corbyn a d'abord tenté d'éteindre la controverse en commandant un rapport à la spécialiste des droits civiques Shami Chakrabarti, en juin 2016. Modèle d'enquête, raisonné et minutieux, le document établit que le parti n'est *« pas en proie à l'antisémitisme, à l'islamophobie ou à toute autre forme de racisme »*. Il note cependant des *« signes évidents (datant de quelques années) de comportements minoritaires caractérisés par la haine et l'ignorance »*. *« J'ai entendu de trop nombreuses personnes juives se dire préoccupées parce que l'antisémitisme n'a pas été suffisamment pris au sérieux par le Parti travailliste et par la gauche en général (6) »*, écrit Mme Chakrabarti, avant de proposer diverses mesures concrètes destinées à y remédier.

Si, dans un premier temps, personne n'a cherché à réfuter ce constat, quelques mois plus tard, les critiques du Labour passaient à nouveau à l'offensive : le rapport se résumait à une opération de ripolinage que chacun jugeait peu crédible, bien que personne ne prenne la peine de dire pourquoi. Quelques semaines plus tard, une commission parlementaire comprenant plusieurs membres hostiles à M. Corbyn ne parvenait à établir *« aucune preuve fiable et empirique attestant l'idée d'une prévalence plus prononcée des comportements antisémites au sein du Parti travailliste que dans les autres formations politiques »* — tout en insistant sur les faux pas prêtés au Labour (7).

Jusqu'en 2018, les procureurs médiatiques de M. Corbyn estimaient que leurs réquisitoires (adossés ou non à des faits) devaient au moins se référer à la manifestation d'une hostilité à l'égard de la population juive. À partir de 2018, ils s'émancipent de cette contrainte. En juin, le comité exécutif national (CEN) du Labour s'entend enjoindre par le chœur des médias et des adversaires de M. Corbyn d'adopter la définition de l'antisémitisme formulée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA). Comme cette définition assimile certaines critiques d'Israël à de l'antisémitisme, la CEN propose divers amendements destinés à protéger le droit des travaillistes à défendre la cause palestinienne. L'idée que de tels amendements pouvaient représenter la moindre menace pour les Juifs britanniques relevait de l'absurde, mais la députée Margaret Hodge, une opposante virulente à M. Corbyn qui incarne l'aile droite du parti, profite de l'occasion pour lancer une nouvelle offensive. Notamment en hurlant lors d'une session à la Chambre des communes — peu coutumière de tels éclats — que le chef de son parti n'était qu'un *« salopard d'antisémite »* et un *« raciste »*. La tirade parvient à briser un tabou : il semble désormais possible pour les dirigeants politiques et les journalistes de taxer M. Corbyn d'antisémitisme sans avoir à avancer la moindre preuve.

Après un été sous la mitraille, le CEN capitule et adopte le texte de l'IHRA sans en changer une virgule. Quelques jours plus tard, un militant d'extrême droite assassine onze personnes dans une synagogue de Pittsburgh, aux États-Unis. Le *Guardian* ne parvient pas à rendre compte de l'hommage de M. Corbyn aux victimes sans le décrire comme *« le dirigeant travailliste qui a été accusé de laisser l'antisémitisme gangrener le parti (8) »*. Un peu comme si l'homme à la barbiche et le tireur ne faisaient qu'un...

L'historien Geoffrey Alderman a récemment déconstruit de tels excès. Défenseur zélé

d'Israël, en désaccord profond avec les positions propalestiniennes de M. Corbyn, Alderman balaie cependant l'idée selon laquelle le dirigeant travailliste entretiendrait la moindre hostilité à l'égard des Juifs : « *En fait, tous les éléments sont réunis pour souligner à quel point Jeremy Corbyn a soutenu les initiatives communautaires juives* (9). » Il poursuit en estimant que M. Corbyn « *a trop souvent agi de façon inconsidérée eu égard à la sensibilité juive* », même si le portrait qu'il dresse se distingue en tout point du monstre de haine que dépeignent les grands médias. Car, lorsqu'il est arrivé au chef du Labour de commettre des maladresses qui appelaient une critique, leur exagération par les médias en a le plus souvent empêché la discussion sereine, comme l'illustre la controverse qui a éclaté autour d'une peinture murale à Londres.

L'œuvre, datant de 2012, était inspirée par certaines théories du complot à propos d'un petit groupe de banquiers francs-maçons qui aurait instauré un « nouvel ordre mondial ». Rapidement, un débat s'ouvrit dans les médias pour déterminer si la façon dont l'artiste avait représenté un groupe de banquiers relevait ou non de l'antisémitisme. Après avoir reçu plusieurs plaintes, M. Lutfur Rahman, alors maire de l'arrondissement concerné, demanda à la police d'effacer la peinture, soulignant que le projet de l'artiste et ses convictions ne s'avéraient finalement pas déterminants : « *De façon intentionnelle ou non, l'image de ces banquiers relève de cette propagande antisémite qui suggère que les Juifs dominent les institutions financières et politiques* (10). »

Les choses en seraient sans doute restées là si M. Corbyn ne s'était mêlé de l'affaire. L'artiste s'étant plaint sur Facebook de la destruction de son œuvre (dont il publiait une photographie), le futur chef du Parti travailliste publia un commentaire s'interrogeant sur les motivations du maire, sans dire un mot de la peinture elle-même. Près de six ans plus tard, ce commentaire allait défrayer la chronique pendant de longues semaines. On le cite encore comme une preuve accablante de son antisémitisme.

Un monstre ou un fantôme ?

Monsieur Corbyn aurait sans doute dû s'intéresser davantage au symbolisme de l'œuvre et s'apercevoir qu'elle était pour le moins ambiguë. Il a d'ailleurs immédiatement présenté ses excuses pour ne pas l'avoir fait. L'épisode aurait pu offrir une excellente occasion de montrer que les thèses antisémites peuvent parfois être formulées de façon codée. Mais les critiques raisonnées de ce type se perdirent dans un déluge d'invectives. La couverture médiatique conduisit une partie du public à s'imaginer que la peinture murale relevait de la plus caricaturale propagande nazie, dont seul M. Corbyn aurait refusé de prendre la mesure. Bref, son commentaire sur Facebook en soutien à l'artiste constituait en quelque sorte l'équivalent moderne du salut hitlérien.

Le Parti travailliste a tout tenté pour enrayer le déluge d'attaques dont il a fait l'objet. Bien que compréhensible, la tendance à répondre de façon sensée à des accusations de racisme dépourvues de tout fondement a découragé les militants désireux de lancer une contre-offensive franche. D'autres ont cru que, en communiquant sur les mesures qu'il prenait pour régler les dérives observées dans ses marges, le parti tarirait la polémique. En vain : on voit mal les adversaires de M. Corbyn renoncer à une arme qui leur permet d'alimenter aussi

facilement le flot des invectives. Le dernier épisode date de février 2019, quand un petit groupe de députés travaillistes issus de l'aile droite du parti a fait sécession. Hostiles à M. Corbyn, ils s'étaient employés à saboter ses moindres initiatives; ils étaient donc certains de ne pas pouvoir se présenter sous les couleurs du parti lors des prochaines élections générales. Estimant qu'il était plus habile de s'offusquer de l'antisémitisme de leur dirigeant que de dévoiler leurs penchants carriéristes, ils ont remis une pièce dans le juke-box préféré des médias : s'ils quittaient le Labour, c'était à cause de l'intolérance de son chef...

Dans quelle mesure le Labour a-t-il souffert de ces attaques? M. Corbyn a survécu, et, si l'on en croit les sondages, il ne semble pas en avoir pâti. Mais une énergie précieuse a été consacrée à repousser les assauts de ses adversaires. Sans parler de l'effet de sidération produit sur une partie des militants, qui hésitent désormais à formuler la moindre critique à l'égard d'Israël.

La mise en accusation du Parti travailliste coïncide paradoxalement avec une réelle résurgence de l'antisémitisme. Non pas au sein des formations politiques de gauche, mais à droite. Les théories du complot mettant en cause les Illuminati ou le financier George Soros ne sont plus l'apanage de trolls sévissant en ligne : le président américain Donald Trump et de nombreuses personnalités de droite se sont employés à les promouvoir. De tels propos ont inspiré des attaques contre des synagogues aux États-Unis. On observe désormais une dérive similaire au Royaume-Uni. Les livres d'histoire devraient réserver des pages sévères à ceux qui sonnent l'alarme contre le fantôme de l'antisémitisme de gauche, alors qu'un monstre beaucoup plus réel apparaît à l'horizon.

DANIEL FINN

Rédacteur en chef adjoint de la *New Left Review*.



(1) Patrick Kingsley, « Antisemitism is back, from the left, right and islamist extremes. Why? [[https://](https://www.bbc.com/news/world-middle-east-55444444)

www.nytimes.com/2019/04/04/world/europe/antisemitism-europe-united-states.html] », *The New York Times*, 4 avril 2019.

- (2) Howard Jacobson, « The phony peace between the Labour Party and Jews [<https://www.nytimes.com/2017/10/06/opinion/labour-jeremy-corbyn-anti-semitism.html>] », *The New York Times*, 6 octobre 2017.
- (3) Cf. Nathan Thrall, « How the battle over Israel and antisemitism is fracturing American politics [<https://www.nytimes.com/2019/03/28/magazine/battle-over-bds-israel-palestinians-antisemitism.html>] », *The New York Times*, 28 mars 2019.
- (4) *The Guardian*, Londres, 18 mars 2016 et 9 septembre 2018; *The Daily Mirror*, Londres, 2 septembre 2018; *The Jewish Chronicle*, Londres, 22 août 2018; et *The Guardian*, 26 juillet 2018.
- (5) Lire Paul Mason, « Élections, club-sandwichs et nids-de-poule au Royaume-Uni », *Le Monde diplomatique*, juin 2017.
- (6) « The Shami Chakrabarti inquiry [<https://labour.org.uk/wp-content/uploads/2017/10/Chakrabarti-Inquiry-Report-30June16.pdf>] » (PDF), Londres, 30 juin 2016.
- (7) « Antisemitism in the UK [<https://publications.parliament.uk/pa/cm201617/cmselect/cmhaff/136/136.pdf>] » (PDF), Chambre des communes, commission des affaires intérieures, Londres, 16 octobre 2016.
- (8) Harriet Sherwood, « Pittsburgh shooting : Jewish organisations express horror at attack », *The Guardian*, 28 octobre 2018.
- (9) Geoffrey Alderman, « Horrors ! Corbyn's a "PM in waiting" — accept it [<https://www.jewishtelegraph.com/alderman.html>] », *Jewish Telegraph*, Manchester, 18 avril 2019.
- (10) Marcus Dysch, « Mayor : Tower Hamlets mural "to be removed" [<https://www.thejc.com/news/uk-news/mayor-tower-hamlets-mural-to-be-removed-1.36785>] », *The Jewish Chronicle*, 4 octobre 2012.

Mot clés: Médias Racisme Judaïsme Information Personnalités Désinformation Parti politique Royaume-Uni

Cet article était précédé d'un « chapeau d'actualité » lors de son dernier passage en « Une » du site.